

DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TCO

ARRETE N° AP 2023-013/TCO
PORTANT DELEGATION

A

MADAME GENEVIEVE JANICON, RESPONSABLE DU SERVICE DOCUMENTATION, ARCHIVES,
COURRIERS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TCO

Le Président de la Communauté d'Agglomération TCO,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 3 relatif aux délégations de signature,
Vu l'élection de M. Emmanuel SERAPHIN, Président de la Communauté d'Agglomération, en date du 16 juillet 2020,
Vu la délibération n° 2020_005_CC_1 du 24 juillet 2020 portant délégation au Président de la Communauté d'Agglomération,
Vu l'organigramme de la Communauté d'Agglomération,
Considérant qu'il y a lieu, pour la bonne marche de l'administration, de déléguer à la Responsable du Service Documentation, Archives, Courriers de la Direction Juridique et Affaires Générales, sous la surveillance et la responsabilité du Président, la signature de certains actes, concurremment avec les Vice-Présidents et le Président lui-même,

ARRETE

Article 1^{er} : Mme Geneviève JANICON, Responsable du Service Documentation, Archives, Courriers de la Direction Juridique et Affaires Générales, est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité, concurremment avec moi-même et l'ensemble des vice-présidents pour :

ADMINISTRATION GENERALE DU TCO

- la signature des bordereaux d'élimination de versement archives ;

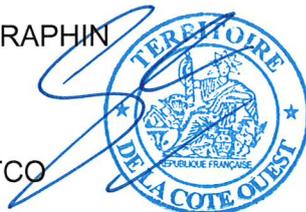
Article 2 : La présente délégation de signature subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée, suspendue ou amendée par arrêté du Président.

Article 3 : En cas d'absence (congé annuel, maladie, rtt, congés exceptionnels, formation, mission), la présente délégation est donnée à **Mme Delphine LENGAGNE**, Directrice Générale Adjointe Secrétariat Général assurant l'intérim de la Direction Juridique et Affaires Générales.

Article 4 : La Direction Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Il sera affiché, notifié et transcrit dans les registres de la communauté

Fait au Port, le 18 JAN. 2023

Emmanuel SERAPHIN



Président du TCO

Notifié le :

Geneviève JANICON

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le cas échéant, elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès de mes services dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Saint Denis de la Réunion dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.